

Modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE)

Ce processus peut-il déboucher sur un traité compatible avec l'Accord de Paris?

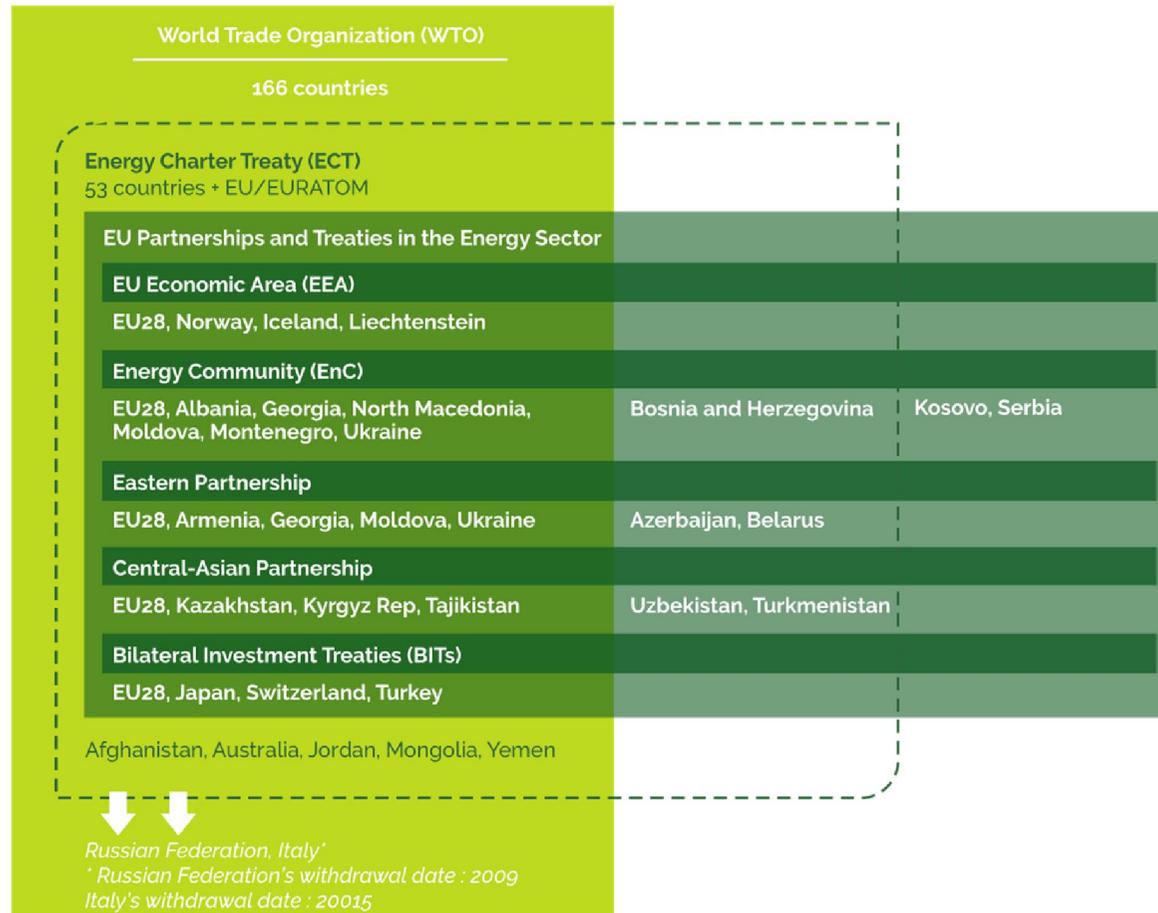
Le TCE n'a atteint aucun de ses objectifs initiaux

- Le Traité sur la Charte de l'Énergie est un accord multilatéral qui protège les investissements étrangers dans le secteur de l'énergie grâce aux tribunaux d'arbitrage privés.
- A ce jour, le TCE a été ratifié par 53 pays et l'Union Européenne/Euratom.
- Le TCE a été signé par la France en 1994 et ratifié en 1999.
- Les objectifs principaux du TCE incluent:
 - la promotion de la coopération à long-terme dans le secteur de l'énergie
 - la contribution à la sécurité énergétique de l'Europe de l'Ouest en sécurisant son approvisionnement en énergies fossiles à partir des Républiques du bloc Soviétique.
 - la garantie d'un flux d'investissements étrangers dans les Républiques du bloc Soviétique

Le retrait de la Russie du TCE en 2009 a mis le traité en situation de mort cérébrale



Partenariats de l'UE dans le secteur de l'énergie

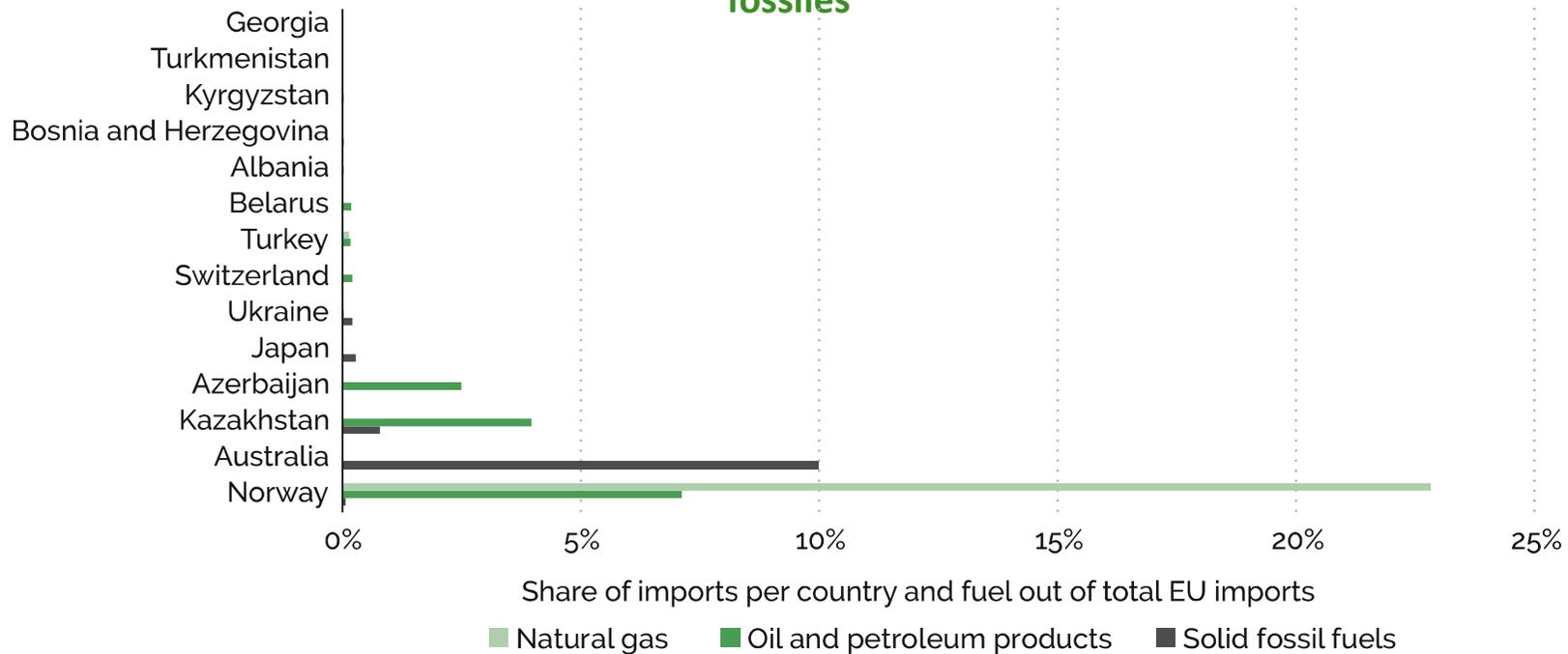


Le TCE fait doublon avec les autres traités et partenariats signés par l'UE depuis son entrée en vigueur en 1998

La contribution des signataires du TCE à la sécurité énergétique de l'UE est très limitée



Contribution des signataires du TCE à l'approvisionnement de l'UE en énergies fossiles



Parmi les pays signataires du TCE, la Norvège est le principal fournisseur de l'UE en gaz et pétrole alors que l'Australie est le principal fournisseur de l'UE en charbon

Le TCE n'a pas rendu les Républiques du Bloc Soviétique attractives aux investisseurs Européens



Part des investissements étrangers par sources d'énergie et groupes de pays

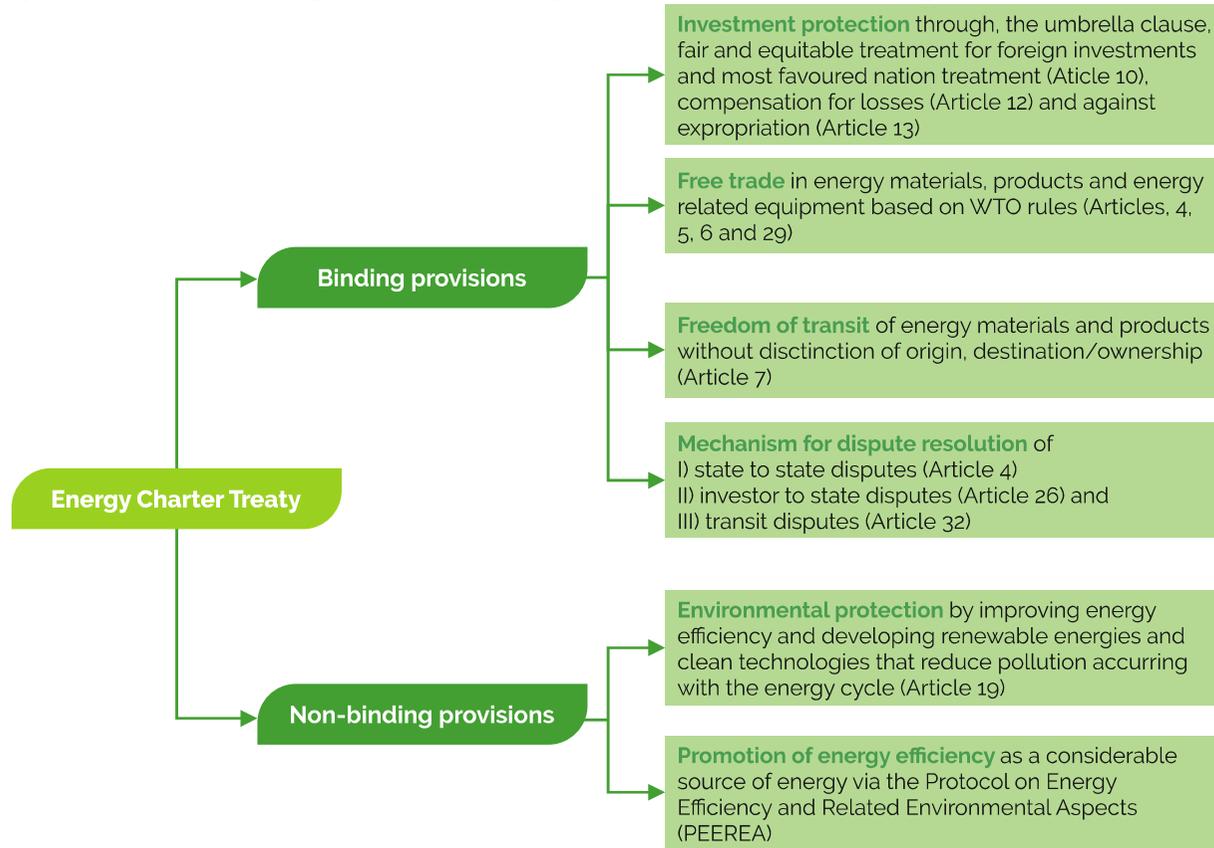
NACE economic activities in the energy sector	Intra-ECT out of total FDIs	Intra-EU	EFTA in EU	Other ECT in EU/EFTA	EU/EFTA in EFTA	EU/EFTA in other ECT	non-EU/EFTA in other ECT
05 Mining of coal and lignite	87%	56%	0%	0%	0%	42%	2%
06(1) Extraction of crude petroleum	64%	55%	11%	16%	13%	2%	4%
06(2) Extraction of natural gas	55%	45%	16%	12%	19%	3%	5%
09(1) Support activities for petroleum and natural gas extraction	75%	58%	18%	5%	12%	0%	7%
19(1) Manufacture of coke oven products	6%	4%	0%	0%	0%	95%	1%
19(2) Manufacture of refined petroleum products	51%	60%	0%	4%	13%	23%	0%
35(11) Production of electricity	60%	87%	1%	7%	2%	2%	0%
35(12-13-14) Distribution, Transmission and Trade of electricity	69%	83%	0%	14%	1%	2%	0%
35(22-23) Distribution and Trade of gas	53%	83%	1%	10%	0%	3%	3%

Les investissements étrangers dans le secteur de l'énergie sont déclenchés par des facteurs autres que le TCE

Les dispositions contraignantes du TCE s'appliquent uniquement aux investissements dans le charbon, le pétrole, le gaz et l'électricité



Dispositions contraignantes et dispositions non-contraignantes dans le TCE

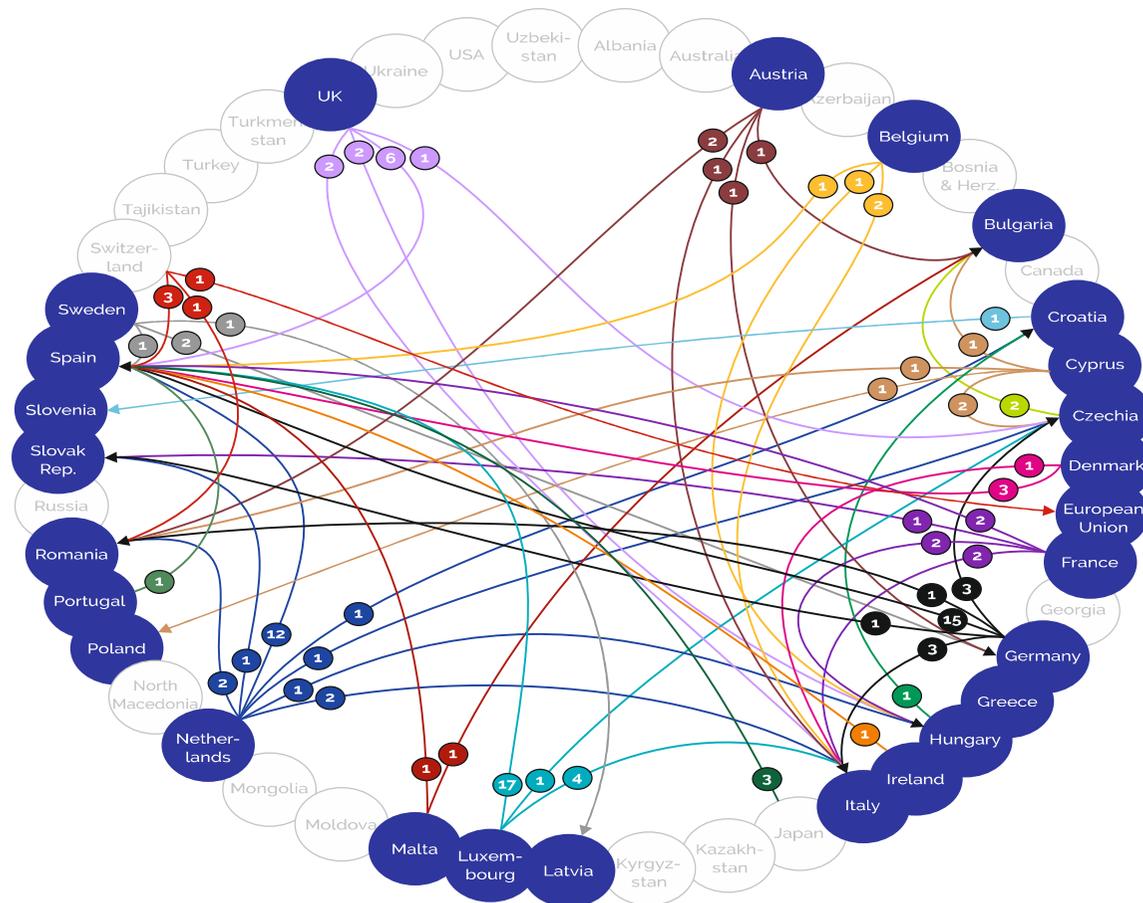


Les dispositions du TCE sur la protection de l'environnement et l'efficacité énergétique ne sont pas contraignantes

En 20 ans, le TCE est devenu une menace sérieuse pour les politiques énergétiques des pays et les finances publiques



88 cas des litiges engendrés par le TCE sont des litiges intra-UE

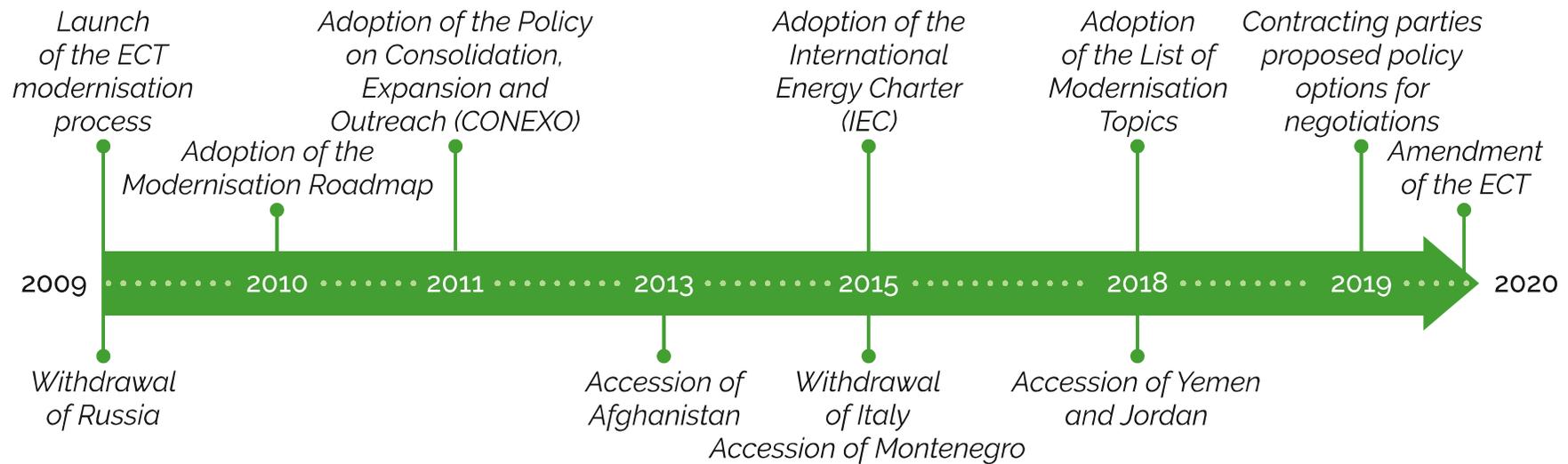


L'Espagne est le pays de l'UE le plus touché par les litiges engendrés par le TCE et les Pays-Bas, le pays hôte du plus grand nombre d'investisseurs à l'origine des attaques contre les pays de l'UE @OpenexpEnergy

La modernisation du TCE est un long processus qui a débuté en 2009 avec le retrait de la Russie



Processus de modernisation du TCE

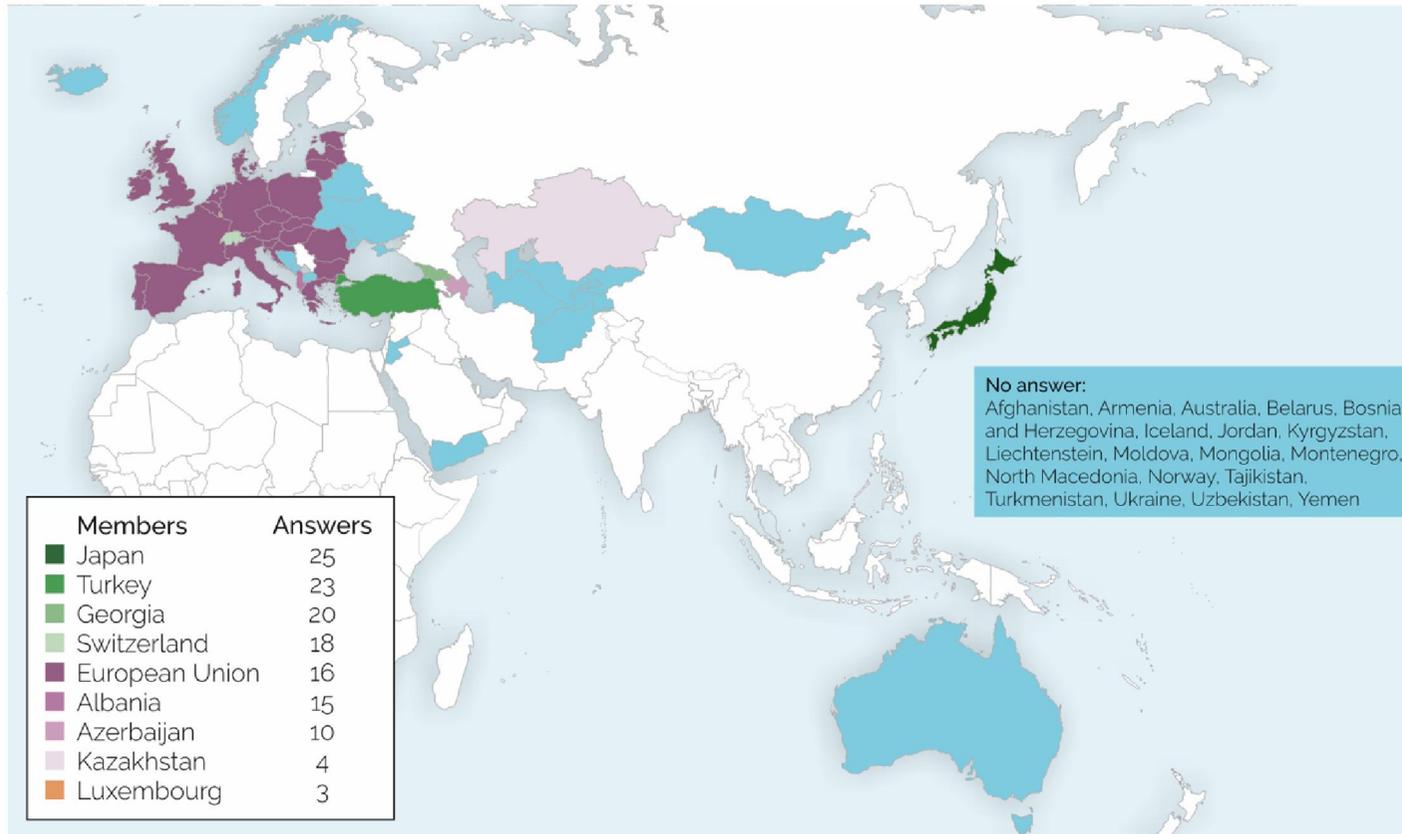


En dix ans, seuls 4 pays (l'Afghanistan, le Monténégro, le Yémen et la Jordanie) ont rejoint le TCE

40% des signataires du TCE sont des acteurs passifs dans le processus de modernisation



Contributions des pays signataires au processus de modernisation du TCE

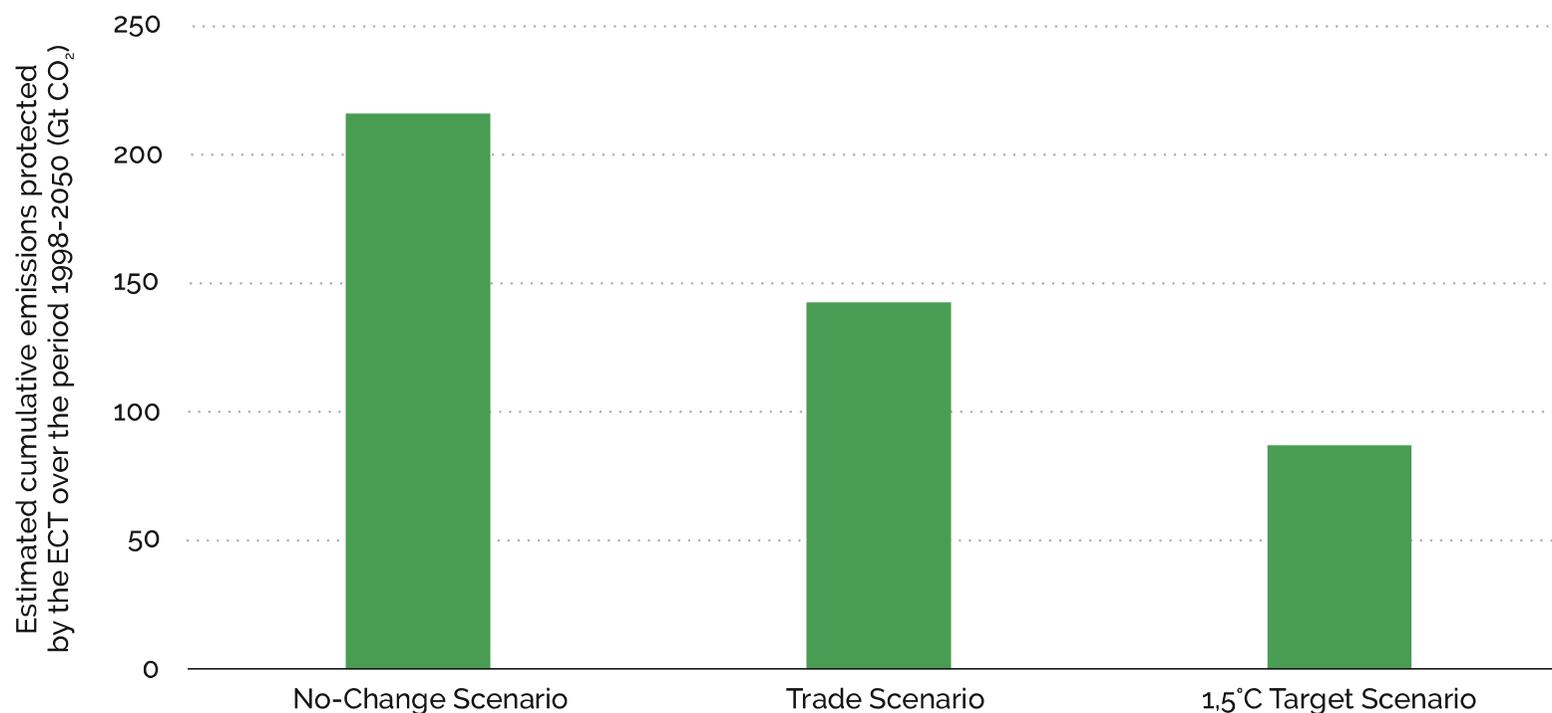


Le Japon, principal contributeur financier au Secrétariat du TCE, est opposé à la modernisation du TCE

Les émissions de GES protégées par le TCE, depuis 1998, sont équivalentes à 3 fois le budget Carbone de l'UE sur la période 2018-2050



Les émissions de GES protégées par le TCE sur la période 2018-2050 par scenario de modernisation

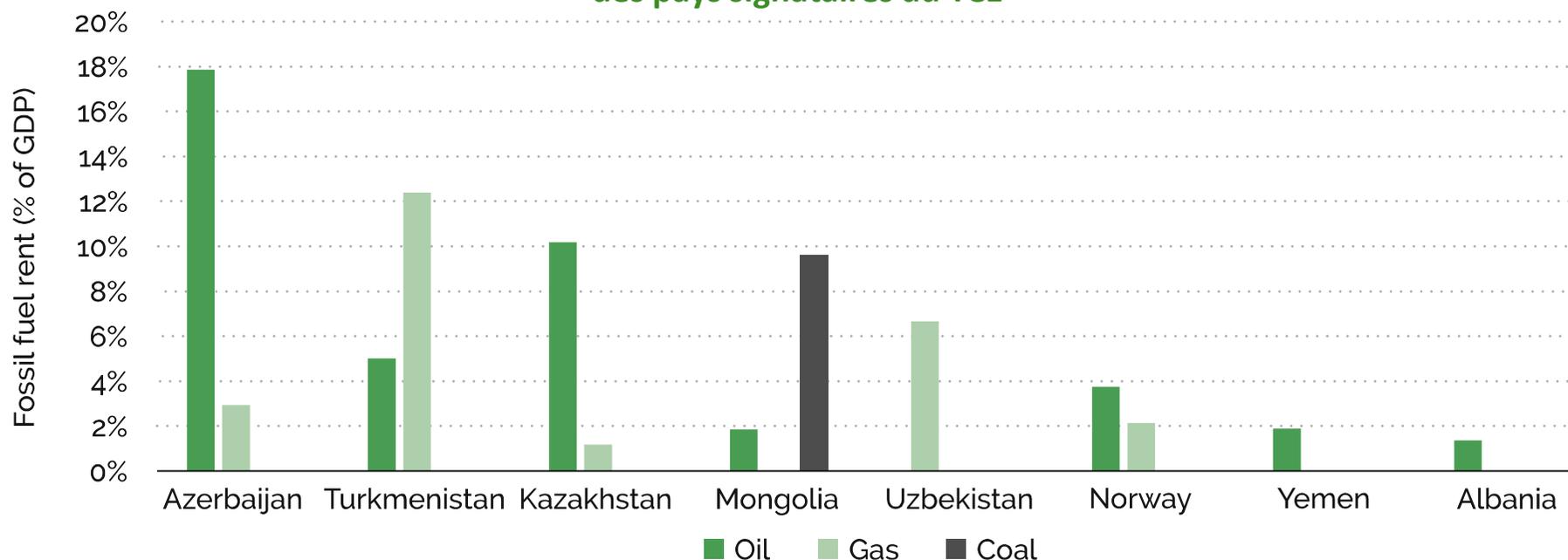


Les pays de l'UE auraient pu réduire l'effet "écocide" du TCE en proposant de mettre fin à la protection des investissements étrangers dans les énergies fossiles

Un vote à l'unanimité est nécessaire pour mettre fin à la protection des investissements dans les énergies fossiles



Contribution des revenus générés par les énergies fossiles au PIB des pays signataires du TCE



Il est peu probable que les pays exportateurs des énergies fossiles votent pour la fin de la protection des investissements étrangers dans les énergies fossiles si cette proposition était mise à l'agenda des négociations.



Il est fort probable que le TCE modernisé coûtera aux contribuables plus que l'investissement nécessaire pour la mise en œuvre du Green Deal

Le manque de cohérence entre l'objectif de neutralité carbone et les propositions des pays de l'UE pour la modernisation du TCE risque de :

- Continuer à assurer une protection pour des actifs fossiles potentiellement échoués (stranded assets) à hauteur de plus de 2000 milliards d'Euros;
- Faire exploser le coût des litiges, dus à la mise en œuvre de la neutralité Carbone (estimés à plus de 1300 milliards d'Euros dont 42% devraient être payés par le contribuable européen).

Il est peu probable que la modernisation du TCE conduise à un traité compatible avec l'Accord de Paris



- Les Européens n'ont pas proposé de mettre fin à la protection des investissements étrangers dans les énergies fossiles.
- Un vote à l'unanimité est indispensable pour mettre fin à la protection des investissements étrangers dans les énergies fossiles
- La continuation du TCE est une arme contre les politiques climatiques
- La mise en œuvre de la neutralité Carbone, à un coût raisonnable pour le contribuable, nécessite le retrait collectif des pays de l'UE du TCE
- Le retrait collectif des pays de l'UE permettra de développer un accord Européen (ouvert à d'autres Etats membres du TCE hors UE) pour mettre fin à la cause de survie, qui prolonge de 20 ans les provisions du TCE en matière de protection des investissements.

Pour approfondir le sujet

- [Traité sur la Charte de l'Énergie](#)
- [Rapport sur la modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie et son impact sur la neutralité carbone](#)
- [Propositions Européennes pour la modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie](#)

yamina.saheb@openexp.eu